

Le 09 février 2024

PROCES-VERBAL

du Conseil Municipal du 14 décembre 2023

de la Ville de Saint-Malo

M. Gilles LURTON :

Bonsoir à toutes et à tous, si vous voulez bien prendre place. Je vais demander à Madame Anna KHÉLIF-JOURNÉ de faire l'appel, merci.

Merci beaucoup, Madame KHÉLIF. Vous avez sur vos tables un tableau correctif de la délibération n° 2 concernant le montant de l'acquisition d'une salle dans le programme Réalité, nous y reviendrons dans la présentation du budget et dans une délibération qui suit la délibération n° 17. Vous avez la délibération n° 18 sur vos tables, elle remplace celle que vous aviez dans vos dossiers pour des raisons de terminologie, que Monsieur Perrin ne manquera pas de nous expliquer mais ça ne change bien sûr rien au fond de la délibération.

➤ Compte-rendu des décisions prises au titre de l'article L2122-22 du CGCT :

Mme Anne LE GAGNE :

Merci Monsieur le Maire. Sur le premier point, la délégation du droit de préemption urbain au profit de la Communauté d'agglomération du pays de Saint-Malo, est-ce que vous pouvez nous expliquer de quoi il en retourne ? Quels impacts cela aura pour la ville de Saint-Malo et est-ce que cela concerne un bien en particulier ? Merci.

M. Gilles LURTON :

Tout à fait, c'est pour l'acquisition d'un bien en particulier, qui se situe juste à côté de la zone des Fougeray, qui présente un intérêt particulier, d'une maison qui est tout près de l'ancienne fourrière animale.

Il avait toujours été convenu dans le passé que lorsque cette maison serait en vente, soit la ville, soit l'agglomération s'y intéresserait. Pour que l'agglomération, qui est la plus concernée par cette maison puisqu'elle est à côté d'une zone d'activité gérée par la Communauté d'agglomération, puisse exercer un droit de préemption, il faut que la ville lui délègue son droit. C'est ce qui justifie cette décision. C'est une procédure tout à fait normale de délégation de droit de préemption à une autre collectivité, ça n'a rien d'exceptionnel, c'est tout à fait classique en droit des collectivités locales.

Ce point n'appelle pas d'autres observations

- Liste des avenants et marchés conclus depuis le dernier Conseil Municipal.
Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).
- Adoption du procès-verbal de la séance du 07 novembre 2023 :
Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).
- Tableau des indemnités des élus
Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 1 - Budget primitif 2024 - Budget principal et budgets annexes

M. Gilles LURTON :

Nous allons tout de suite passer à la délibération n° 1 qui est la présentation du budget primitif pour l'année 2024. Il fait suite au débat d'orientation budgétaire que nous avons eu lors du précédent conseil municipal. Vous avez pu constater à la lecture de ce budget primitif que nous avons un budget particulièrement ambitieux, comme témoignent les 32 millions d'équipements programmés dans le cadre de l'investissement. C'est le plus haut niveau d'investissement que nous programmons depuis le début du mandat. C'est un programme volontariste et d'envergure qui nous permet de poursuivre notre démarche de préservation du patrimoine avec des opérations qui sont poursuivies comme celle de la Briantais, des opérations à l'hôtel de ville, tout à fait classique d'entretien et d'amélioration des locaux des différents hôtels de ville, des opérations de réhabilitation et de consolidation des remparts et aussi un programme de rénovation de la grande porte, des opérations d'amélioration du cadre de vie : l'axe Dinan-Broussais sera entièrement rénové dès 2024 et nous terminerons le boulevard Douville pour le mois de juin 2024. Ce sont des opérations d'amélioration du cadre de vie, entre autres, puisqu'il y a toutes celles que nous réalisons dans l'ensemble des quartiers de Saint-Malo. Ce budget permettra aussi de voir émerger les grands projets emblématiques du mandat avec le chantier des réserves dont nous poserons symboliquement la première pierre le mardi 19 décembre, mardi prochain. Les études du futur musée dont nous aurons l'occasion de reparler au cours de ce conseil, le démarrage des études et les travaux de la salle de sport de la découverte et du gymnase Henri Lemarié que nous commencerons à réaliser. La maison des 1000 jours dans laquelle nous sommes maintenant engagés depuis 2 ans mais qui nécessite un certain nombre d'aménagements. Tout cela en adaptant la ville à la nécessaire sobriété environnementale avec des réalisations comme la voie verte des Talards, la rue Pierre de Coubertin et le passage de l'éclairage public en LED avec un programme très conséquent de modification de notre éclairage public pour économiser l'énergie. Cet effort tout à fait significatif, nous allons le produire jusqu'à la fin du mandat, pour évidemment conforter le rayonnement de la commune et si nous pouvons le programmer pour 2024, c'est bien sûr grâce à des efforts très importants que nous fournissons en matière de maîtrise des charges de fonctionnement. Je veux vraiment remercier à la fois l'ensemble des adjoints qui y ont beaucoup travaillé mais également l'ensemble des services de la ville qui ont fait tout ce qu'il fallait pour que nous puissions accomplir cet effort sur les dépenses de fonctionnement. Malgré l'inflation et les mesures

de pouvoir d'achat qui touchent les collectivités locales, nous parvenons à stabiliser nos dépenses réelles de fonctionnement grâce à une très grande rigueur de gestion sur les postes que nous pouvons maîtriser. Ce travail est la condition sine qua non pour maintenir la dynamique de l'action municipale indispensable pour soutenir la vie économique, sociale et culturelle de notre cité et répondre aux attentes des Malouines et des Malouins. Je vais maintenant laisser la parole à Nicolas Belloir qui va nous détailler l'ensemble de ce budget.

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération. Cette présentation est accompagnée d'une projection.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup Monsieur Belloir pour cette présentation extrêmement pédagogique, claire et précise. Je vais maintenant ouvrir le débat.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Bonsoir Monsieur le Maire, merci de m'accorder la parole. Navrée pour mon retard tout à l'heure, les embouteillages rennais ont eu raison de mon timing. Je voulais juste poser une question puisque nous sommes en période de vigilance sur les dépenses et sur les emprunts, sur la décision DAGJ-2023-213 qui figure dans les décisions en amont du Conseil municipal, pour un emprunt fait auprès de la Banque populaire de l'Ouest à hauteur de 2,5 millions d'euros pour financer le programme d'investissement. Est-ce que vous pourriez m'en dire plus sur ce point ?

M. Gilles LURTON :

Je n'ai pas la réponse directement sur ce à quoi cela est affecté, mais Nicolas l'a peut-être ?

M. Nicolas BELLOIR :

Oui, je peux apporter une réponse, c'est dans le cadre des emprunts que nous souscrivons régulièrement. Quand j'ai présenté tout à l'heure la ligne de 22,8 millions d'euros sur les investissements que nous réalisons, il y a des opérations sur lesquelles nous sommes obligés d'emprunter et donc nous avons négocié une ligne à hauteur de 2,5 millions d'euros pour financer ces investissements et le volume global des emprunts sur l'exercice 2023 sera de 7 millions d'euros. Plutôt que de négocier un emprunt opération par opération, parce que cela demande de la préparation, nous négocions des enveloppes d'emprunt pour financer les investissements dans quelques domaines que ce soit et cette ligne de 2,5 millions, c'est justement une partie des 7 millions d'euros qui couvrent l'ensemble des investissements que nous réalisons ; et la décision a été prise ici rapidement parce que quand nous sommes en fin d'année d'exercice budgétaire, il y a un certain nombre d'opérations qu'il faut réaliser rapidement et qu'il faut mobiliser et c'est la raison pour laquelle cet emprunt a été souscrit pour financer les différentes opérations. Je n'ai pas à l'esprit les dernières qui ont été réalisées en 2023, mais c'est dans le cadre de l'emprunt global des 7 millions d'euros. On pourra vous donner les modalités précises de cet emprunt, le taux d'intérêt, la durée et le programme qui ont pu profiter de cet emprunt de 2,5 millions.

Mme Anne LE GAGNE :

J'ai 3 questions. Sur la partie fiscalité avec une présentation à la prudence avec une évolution de 4 % de base quand, au mois d'octobre, l'indice INSEE sur l'indice des prix de consommation a harmonisé l'IPCH qui s'établissait à 4,5 %. La semaine dernière, le prévisionnel est tombé à 3,82 %, donc mécaniquement la hausse sera plus faible. Est-ce que vous l'avez anticipé ?

M. Nicolas BELLOIR :

Oui, tout à fait. Nous l'avons anticipé. Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est qu'effectivement, on attend le montant exact après la revalorisation des bases et des valeurs locatives au-delà de cet indice des prix, à la consommation, harmonisés et différents également en fonction des types de locaux, c'est à dire si ce sont des locaux, particuliers, entreprises, établissements industriels. Donc l'évolution des bases, mécaniquement n'est pas la même. À titre d'exemple, pour les valeurs locatives on pourrait être autour des 4 % ou moins, quand sur l'évolution des bases physiques, on pourrait être à 2 % sur les établissements industriels et 1 % sur les bases physiques des logements. Ça se sont les taux et le 2ème paramètre à prendre en compte, c'est sur le volume et le nombre d'établissements sur lesquels ça change chaque année, en sachant qu'il y a un paramètre à intégrer, c'est que dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation, les services des finances publiques ont davantage recherché tout ce qui était lié aux dépendances des maisons chez les particuliers, des dépendances qui n'étaient pas précédemment soumises à la taxe foncière et donc quand vous avez une évolution de la taxe foncière, c'est lié aussi au volume des dépendances qui est beaucoup plus nombreux et beaucoup plus taxable parce que justement les finances publiques regardent davantage de ce côté-là. Il y a donc à la fois la question du taux sur lequel effectivement il faudra être prudent pour avoir à date le montant très précis et deuxièmement il y a l'effet volume lié au nombre d'établissements qui seront retenus. C'est pour cela que nous sommes partis sur cette prévision et raisonnablement, je pense que nous aurons, difficile de le dire mais depuis que nous sommes en responsabilité on l'a vu, systématiquement on avait quand même des recettes présentées en compte administratif qui étaient quand même légèrement supérieures à la prudence que nous pouvions avoir au niveau de la présentation du budget primitif. Nous sommes attentifs à cet indice qui sera connu en fin d'année et sur lequel la loi de finance s'arrêtera pour savoir quelles sont les valeurs locatives et le taux qui s'applique à ces valeurs locatives. Mais on sera sur un taux qui sera nettement inférieur à celui de l'année dernière qui était de 7,1.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup, 2ème question.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci. Concernant la hausse de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, elle est prévue à 2 millions, mais ce n'est pas du tout garanti. Il va certainement y avoir un jeu fiscal parce que les personnes vont pouvoir choisir leur résidence principale et leur résidence secondaire par rapport à la ville où ils paieront le plus ou le moins de taxe d'habitation, donc est ce que vous avez imaginé, pondérer cela ou alors c'est prévu là de façon réelle, avec les éléments que vous avez aujourd'hui ?

M. Nicolas BELLOIR :

Je n'ai pas la même lecture que vous parce que pour moi la taxe d'habitation n'augmente pas de 2 millions d'euros, elle augmente seulement de 398 000 €. Pourquoi vous me parlez de 2 millions d'euros ?

Mme Anne LE GAGNE :

J'ai une lecture sur la hausse de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires de 2 millions d'euros, mais en tous cas, même si elle est de 300 000 €, est-ce que vous avez prévu les choses en faisant une projection sur les résidences secondaires d'aujourd'hui ou est-ce que vous avez anticipé le fait que les personnes puissent modifier leur résidence principale ou secondaire ?

M. Nicolas BELLOIR :

Le montant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires est de 6,9 millions d'inscriptions au BP et donc il ne progresse que de 398 000 €, je le confirme. Les 2 millions d'euros c'est le montant lié à la majoration de la taxe d'habitation, mais le montant de la taxe d'habitation qui était de 6,5 millions en 2023, est prévu à 6,9 millions en 2024, c'est à dire 398 000 € d'augmentation et ça tient compte effectivement d'une prudence que nous avons et que les services de la direction générale des finances publiques nous ont invité également à avoir, puisque nous ne savons pas précisément le nombre de personnes qui pourraient faire des transferts entre leur résidence principale et leur résidence secondaire. Nous ne sommes donc pas partis sur un taux à 100 % de transfert, nous avons intégré cette prudence-là, je crois que c'est de l'ordre de 80 % que la DGFIP nous a demandé de retenir.

Mme Anne LE GAGNE :

Je vous remercie comme ce n'était pas précisé, votre explication nous éclaire.

Concernant les droits de mutation, ce qu'on appelle les DMTO (droits de mutation à titre onéreux) donc c'est moins 300 000 €.

De ce que j'ai pu voir en projection sur l'Ille-et-Vilaine, les notaires prévoient une baisse pour l'année 2024 à hauteur quasiment de moins 20 % ; comment vous avez fait vos calculs pour, pondérer les choses et retenir moins 300 000 € ?

M. Nicolas BELLOIR :

Les taux affichés en Ille-et-Vilaine sont justes, je vous rappelle simplement que le taux de 4,5 millions qui est inscrit en 2023 intégrait ces 20 % de baisse, puisque nous étions à 5,6 millions en 2022, donc nous avons intégré cette baisse de 20 % et c'est la raison pour laquelle nous avons inscrit 4,5 millions au BP 2023 pour 2024.

Évidemment, c'est difficile de se projeter, mais tous les indicateurs, et en tout cas les professionnels, que ce soient les notaires ou les professionnels de l'immobilier, considèrent que nous sommes sans doute arrivés au terme de cette chute brutale. Cela ne veut pas dire qu'on va repartir à la hausse, on est bien d'accord. Nous n'avons pas, nous, à date, les éléments de réponse puisque nous ne connaissons pas les droits de mutation que nous aurons au 31 décembre parce que je vous rappelle qu'on est sur 10 mois, on n'a pas les 2 derniers mois. Je ne suis pas en train de vous expliquer que on va retrouver le niveau de 2022, bien sûr mais prudemment, là où nous avons engagé 20 % de diminution en 2023, nous avons considéré qu'il fallait encore être prudent en 2024 et

c'est pour cela que nous avons, sans connaître le résultat 2023, aussi proposé une diminution de 300 000 € de ces droits de de mutation.

Mme Anne LE GAGNE :

Même s'il n'est pas indiqué dans le budget que vous nous avez présenté, est-ce que vous pouvez, en tous les cas pas précisément, nous donner les impacts que le CCAS aura sur le budget de la ville ?

M. Gilles LURTON :

On a mis pour le moment, dans l'attente du vote du budget du CCAS, le même montant de subvention d'équilibre que l'année dernière. On réajustera en fonction de l'équilibre budgétaire du centre communal d'action sociale d'ici à peu près 2 mois, puisqu'on a fait le rapport d'orientation budgétaire, vous y étiez, lors du Conseil d'administration du CCAS ces jours-ci. Nicolas, si tu veux compléter.

M. Nicolas BELLOIR :

Malheureusement, je n'ai pas plus de précisions puisque les orientations budgétaires du CCAS ont été présentées mardi, donc les éléments de détail, je ne sais pas si vous avez pu en prendre connaissance dans le cadre des orientations budgétaires du CCAS mais vous avez sans doute les éléments de réponse, nous, on n'a pas le résultat du CCAS sur 2023. C'est la raison pour laquelle, dans ma présentation, j'ai indiqué que nous repartions sur des montants similaires à l'année dernière et que, au vu des résultats du CCAS, nous reviendrons vers vous sur un budget spécifique pour justement voir s'il faut atténuer ou au contraire augmenter ce budget. Pour autant, pour ne pas pénaliser le début de l'activité du CCAS début 2024, nous sommes repartis sur des montants similaires. J'attire à nouveau l'attention sur le fait que notre souhait, c'est justement de pouvoir rapprocher, mais ce n'est pas évident parce que vous le savez, le budget du CCAS a de nombreux budgets annexes. Donc notre souhait, c'est d'essayer de ramener le calendrier budgétaire du CCAS sur celui de la ville pour essayer d'avoir une lecture plus fine quand on vous présente le BP sur les éléments affectés au CCAS. Je dirais qu'étant donné que les orientations budgétaires se sont déroulées cette semaine, on est dans le même timing, en tout cas sur les orientations budgétaires. Je pense que ce ne sont pas uniquement des grandes orientations qui ont été présentées, des éléments de chiffrage ont dû être communiqués aux administrateurs du CCAS.

M. Gilles LURTON :

Tout à fait, je pense effectivement que nous aurons à prévoir une augmentation, mais nous l'ajusterons en fonction du vote définitif du budget du CCAS. Je ne me fais pas d'illusions là-dessus et de toute façon, la ville a toujours soutenu à hauteur de ce qu'il fallait le Centre Communal d'Action Sociale, cela continuera évidemment ainsi.

Mme Anne LE GAGNE :

Sachant quand même, Monsieur le Maire, que vous nous avez précisé, y compris en CCAS, que vous seriez, peut-être, amené à prendre des décisions concernant certaines activités du CCAS. On ne peut pas dire que les choses seront maintenues en l'état, d'où ma question de préoccupation très importante de l'impact du CCAS sur le budget et de la

capacité du CCAS à continuer à poursuivre ses missions dans les mêmes contours pour les malouins et les malouines les plus fragiles et les plus vulnérables.

M. Gilles LURTON :

Tout à fait et je suis bien décidé avant de prendre des décisions qui pourraient être difficiles à aller jusqu'au bout de ce que nous pouvons faire pour garder les choses en l'état et c'est pour cela que jusqu'à présent, je n'ai pas encore pris cette décision, parce que je pense qu'on peut peut-être encore trouver quelques solutions et qu'il y a parfois des opportunités qui se présentent, auxquelles on ne pensait pas forcément, qui peuvent nous aider à trouver ces solutions. Donc on ira bien jusqu'au bout de ce que nous pouvons faire pour assurer aux personnes les plus fragiles de notre ville, les services dont ils ou elles ont besoin.

Pas d'autres questions, pas d'observation. Je vais donc mettre aux voix ce budget.

Je vous remercie et remercie à mon tour à la fois Nicolas pour la façon avec laquelle il suit cela et Madame Gautier et l'ensemble de son service.

- - - - -

- 2 - Révision des autorisations de programme et des crédits de paiement - Exercice 2024 - Budget Primitif

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 3 - Fixation des taux des impôts locaux pour l'année 2024

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 4 - Flux financiers inter budgets - Remboursement de charges au budget principal par les budgets annexes

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 5 - Tarifs 2024

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 6 - Admissions en non-valeur - Exercice 2023

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 7 - Constatation d'extinction de créances suite à des procédures de rétablissement personnel ou clôtures pour insuffisance d'actif - Exercice 2023

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 8 - Remise gracieuse de dette

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 9 - Acceptation du legs de Madame Viviane ORVAIN

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 10 - Régularisation d'une fiche inventaire de la Régie des Zones Industrielles sur le budget principal

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- 11 - Garantie d'un emprunt de 2 200 000 euros pour la Fondation de l'Armée du Salut auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Regroupement des unités d'internat et rénovation de la Maison d'Enfants à Caractère Social Les Enfants de Rochebonne

Madame Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Merci Monsieur le Maire, je profite de cette délibération pour poser une question plus large : Est-il possible d'avoir une vision du montant global d'emprunt garantie par la ville ?

M. Gilles LURTON :

Tout à fait, il n'y a aucun problème.

M. Nicolas BELLOIR :

Oui, je vous renvoie au moment où on vote le compte administratif, puisqu'il y a un rapport de présentation sur la dette de la ville et la dette garantie. Vous avez le montant total, vous avez toutes les opérations donc je peux vous renvoyer au compte administratif 2023 ou alors, si vous voulez, on attend celui du mois de février-mars 2024 où vous aurez effectivement tout le détail, le montant, les ratios prudentiels qui s'imposent à la collectivité, mais c'est une information que vous pouvez déjà avoir en vous ramenant sur le compte administratif, vous avez le détail dans la Kbox. Sur 2024, il faudra attendre le compte administratif 2023. Puisqu'il s'agit d'un établissement qui ne bénéficie pas automatiquement d'une garantie d'emprunt, vous avez précisé que les ratios prudentiels de la collectivité ne sont pas atteints et donc que nous pouvons justement garantir cet élément-là. On le fait sur la base des éléments que vous avez dans votre Kbox qui ont été présentés en mars 2023. En revanche, si vous voulez ceux de 2024, il faudra attendre le premier trimestre bien sûr.

M. Gilles LURTON :

Très bien pas d'autres questions ? S'il n'y en a pas je mets aux voix.

- - - - -

- 12 - Garantie d'un emprunt de 477 000 euros pour Emeraude Habitation - OPH de Saint-Malo Agglomération souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Acquisition en VEFA de 9 logements situés 12 et 14 quai Trichet

Madame Karine CHOUIKHA rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 13 - Garantie d'un emprunt de 1 003 700 euros pour Emeraude Habitation - OPH de Saint-Malo Agglomération souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations
- Démolition-Reconstruction de 19 logements situés rue Amiral Leverger**

Madame Karine CHOUIKHA rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 14 - Concession de service public pour l'enlèvement et la destruction des véhicules mis en fourrière - Choix du concessionnaire

Madame Florence ABADIE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 15 - Approbation du Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune de Saint-Malo

Monsieur Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 16 - Avis sur la proposition de composition de la conférence régionale de gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols en Bretagne

Monsieur Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 17 - Secteur Découverte - Contrat de réservation d'un local

Madame Marie BURGALETA-BOUVIER rapporte la délibération.

M. Gilles LURTON :

Est-ce qu'il y a des questions ?

Mme Sophie BEAUDOUT :

Merci Monsieur le Maire dans un premier temps nous réjouir que ce quartier accueille une salle omnisports et des activités sportives comme nous l'avions aussi imaginé au départ.

Et dans un second temps, quelques questions sur le projet en question :

La première, quel sera le coût global, maîtrise d'ouvrage inclus, de la salle finie puisque là il s'agit d'une surface brute de béton, donc à aménager, il faut mettre les sanitaires, il faut mettre les équipements sportifs. Quel est le coût qui est prévu pour cette salle ?

M. Nicolas BELLOIR :

Oui, vous avez les éléments de réponse dans la délibération sur les autorisations de programme qu'on a présenté tout à l'heure. A date l'autorisation de programme permet de lisser les éléments ; nous avons une somme inscrite à 6 012 000 € à date, 4 182 000 € pour l'acquisition de la salle et 1 830 000 € pour l'aménagement de la salle.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Merci pour ces éléments. Du coup ça nous ramène à un coût prévisionnel de, je n'ai plus le calcul exact mais, 4 312 € par mètre carré fini. Donc je m'interroge sur ce tarif puisqu'après renseignements on peut voir que par exemple à Saint-Ouen-l'Aumône, une salle omnisports de 1 300 m² est sortie pour 1 230 € le mètre carré, à Miniac Morvan la salle omnisports, 1 550 m², est sortie à 1 549 € le mètre carré fini, à Saint Herblon, qui est un budget très élevé où il y avait aussi une piste d'athlétisme et des terrains de foot, ce qui n'est pas le cas-là, à 4 734 € le mètre carré, à Tours 2 812 € le mètre carré. Je peux continuer les exemples assez longtemps pour vous interpellier sur le fait que le budget me paraît colossal, vraiment, très élevé au mètre carré. Je m'interroge sur le bon emploi de l'argent public sur cette salle, même si la nécessité d'une salle ne fait pas de doute. Je m'interroge sur ce qui conduit à avoir un coût au mètre carré aussi élevé et sur l'opportunité d'engager ce coût-là dans ces proportions-là.

M. Abel KINIÉ :

Pour la question, je n'ai pas forcément les réponses en détail par rapport au coût du mètre carré, mais en tout cas dans les réunions qu'on a eues avec les membres de la JA, du bureau et de la Direction des sports, je pense qu'il y a un certain nombre de scénarii qui nous ont été proposés et c'est celui-là qui nous semblait être le plus approprié par rapport à la salle. Voilà.

Mme Marie BURGALETA-BOUVIER :

Elles datent de quand ces constructions ?

Mme Sophie BEAUDOUT :

Merci pour votre question, sur Miniac Morvan, on est sur 2021.

Mme Marie BURGALETA-BOUVIER :

C'est pour cela.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Oui, mais non, parce que pendant le COVID, il y avait aussi des pénuries de matériaux qui ont fait doubler les prix. Les prix sont à nouveau à la baisse en termes de matériaux de construction et de coût de main d'œuvre. Mais on peut partir de la surface brute de béton qui est particulièrement élevée. Je peux imaginer que c'est lié à l'endroit où elle est située parce que placer une salle omnisports dans une construction qui n'est pas située au rez-de-chaussée, ça implique un renforcement colossal de la structure et les coûts structurels, j'imagine, sont beaucoup plus élevés que sur une autre piste. Je peux l'entendre, je peux entendre les raisons. Je m'interroge sur pourquoi est-ce qu'on n'a pas regardé cet aspect-là et questionné un autre emplacement qui nous ferait redescendre à un coût au mètre carré, nettement plus supportable dans une ère d'économie budgétaire ?

M. Gilles LURTON :

J'ajoute que les prix qui sont cités dans ce texte, prennent en compte le foncier et le stationnement nécessaire aux personnes qui utiliseront la salle. Mais nous allons regarder cela de plus près et nous vous répondrons. Je ne suis pas spécialiste du mètre carré des salles de sports, je connais bien la salle de Miniac Morvan puisque je l'ai inaugurée, c'est quand même une salle de sport très simple, construite sur le stade qui appartient à la commune, on n'est pas dans la même situation non plus.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Je vous remercie, je ne suis pas non plus une spécialiste des salles omnisports, mais je vous remercie de m'accorder cette qualité. J'ai simplement étudié le dossier en amont de la réunion de ce soir. Il en ressort aussi que vous parlez de places de stationnement, il y aura 30 places de stationnement pour lesquelles nous disposerons d'un droit d'usage et donc dont nous ne serons pas propriétaires et qui peuvent du coup, il faut imaginer, être utilisées par d'autres. Je me questionnais, je n'ai pas la réponse, je ne sais pas de combien de places de parking disposait la JA. Clairement, on peut faire le constat que le nombre de places était insuffisant, je pense qu'on est unanimes là-dessus. Je m'interroge sur le nombre de places qui aujourd'hui, ou demain plutôt, seront dévolues au parking pour cette salle de sports. Je ne sais pas si vous pouvez m'apporter des réponses sur ce point.

M. Gilles LURTON :

Il y a un nombre de places de parking que vous venez de citer, qui sera dévolu à cette salle de sports, plus tout le parking silo qui sera utilisable par tous les riverains qui viendront sur le secteur, comme est utilisable actuellement le parking silo qu'il y a sur le l'Intermarché de l'avenue Aristide Briand, sans condition. Vous vous y présentez, vous stationnez, vous allez faire vos courses, il n'y a pas de problème là-dessus. Le parking silo de l'ensemble qui sera construit sur ce secteur sera également utilisable par les utilisateurs de la salle de sports. Et très franchement, souvent les parents amènent les enfants, déposent les enfants et s'en vont, ou pas.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Si vous permettez, j'ai encore d'autres questions sur le sujet.

M. Gilles LURTON :

Oui, je vous en prie, allez-y.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Clore ce sujet sur les places de parking pour vous dire que selon moi c'est très insuffisant. J'ai occupé des locaux à proximité du parking de la JA et je peux vous dire avec certitude que certains parents restent dans la voiture pendant l'heure durant laquelle se déroulent les activités, ça pose pour moi une véritable question. Et puis toujours pour revenir au prix au mètre carré, cela veut dire que dans toutes les salles que je vous ai citées, il y avait bien évidemment la propriété pleine et entière de places de parking, ce qui n'est pas le cas dans le projet tel qu'il est présenté à ce jour. Pour poursuivre sur les questions il est évoqué la proximité avec les établissements scolaires comme étant un point principal du projet, je m'interroge sur les établissements scolaires en question et je m'interroge aussi sur comment feront les écoles pour amener les classes qui pourraient éventuellement en bénéficier ? Sur quelle base est-ce qu'elles pourront en avoir l'usage ? Et quid de la prise en charge financière et des subventions éventuelles pour les transports des enfants afin de se rendre dans cette salle ?

M. Gilles LURTON :

Monsieur Kinié.

M. Abel KINIÉ :

Merci Monsieur le Maire, alors vous avez posé une très bonne question et celle-là, elle a été examinée avec les responsables de la JA. Je peux vous citer que cette salle-là, comme Nicolas l'a dit, ne va pas servir que pour la JA, mais aussi pour l'IUT de Saint-Malo qui n'est pas très loin, pour toutes les écoles qui sont autour. Vous posez la question de la prise en charge des transports, actuellement la ville de Saint-Malo met en place un projet éducatif local qui va dessiner les parcours de tous les jeunes de 0 à 30 ans et je pense que ce projet éducatif local doit nous donner les axes sur lesquels nous devons travailler pour pouvoir justement fluidifier le déplacement des jeunes vers ces salles de sports. Je pense que le projet de la JA fera partie de cette étude-là. Pour l'instant, on n'a pas estimé les montants qui sont dévolus à ces déplacements-là, mais le problème de la mobilité des jeunes va être pris en compte dans cette étude qui est en cours. Je ne peux pas vous donner une estimation financière tout de suite, mais le projet éducatif local va vraiment apprécier ces questions-là. Voilà la réponse que je peux vous apporter.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup. Autre question ?

Mme Sophie BEAUDOUT :

Je déroule mon questionnement, je n'ai pas la réponse donc, pour savoir quelles subventions seraient apportées au transport scolaire pour faciliter l'accès des écoles à cette salle. Eh bien, je me passerai de réponse provisoirement, mais je garde ma question.

M. Gilles LURTON :

Alors sur les subventions, je vais vous répondre. Evidemment qu'on examine toutes les possibilités de subventions. Ce dossier, nous l'avons mis dans tous les cadres de subventions que nous pouvons avoir. Ce matin même, à Saint-Malo agglomération, dans le cadre du programme « Bien vivre partout en Bretagne », on avait une ligne parmi les propositions qui sont faites par les 18 communes de l'agglomération. Nous avons mis en

priorité la salle de sport de la découverte, nous avons mis aussi celle de Henri Lemarié. Bien entendu, nous interrogerons les services de l'État sur la dotation de soutien à l'investissement local. Nous irons sur des fonds européens comme nous l'avons déjà fait pour certaines pistes cyclables. Pour tous ces sujets, nous explorerons toutes les subventions que nous pouvons explorer. Les dossiers sont prêts, quand on en fait un pour une collectivité, il est prêt pour toutes les autres collectivités. Nous irons jusqu'au bout, Nicolas Belloir, dans le cadre de la présentation du budget, vous disait qu'on escomptait pour l'ensemble des projets d'investissement de la ville des subventions autour de 4 millions, 4,6 millions et bien tout cela, c'est un travail que nous menons d'arrache-pied avec les services de la ville et nous avons bien l'intention de le faire aussi sur ce sujet. Mais aujourd'hui, les dossiers de subvention ne sont pas aboutis.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Je ne parlais pas des subventions sur le projet de la salle omnisports. Ma question est purement pragmatique, c'est à dire comment vont faire les écoles de Bel Air, de Sainte Croix et autres pour emmener leur classe complète et avoir accès à la salle. Puisque l'activité sportive est quand même essentielle pour les enfants dans ces âges là et c'est une des vocations de la salle, je l'ai bien compris, c'était évoqué dans les priorités, je suis sur des questions pratico-pratique de savoir comment ces écoles qui ne disposent pas de budget extensible vont pouvoir prendre en charge le transport de leurs élèves et des enfants de notre commune en direction de cette salle ? Si vous n'avez pas la réponse, je peux l'attendre, mais j'aimerais bien qu'effectivement il y ait une réflexion sur ce sujet-là pour savoir comment cela sera pris en charge.

M. Gilles LURTON :

Mme Desquesses vous avez la parole.

Mme Caroline DESQUESSSES :

Merci Monsieur le maire. D'ordre général, on privilégie les écoles qui sont en proximité des salles comme par exemple pour le Panier fleuri, les écoles d'Amélie Fristel, Legatelois, la Boulnaye. Si je peux me permettre Abel, on privilégie les écoles qui sont à proximité et qui peuvent se déplacer à pied. Pour aller dans cette salle de sport. Il en sera de même pour la JA. Les écoles en proximité sont les écoles de la Découverte, il y en a 2, maternelle et élémentaire, celles de Bellevue, de Montjoie et également Angèle Vanier. Il y a pas mal de groupes scolaires qui sont en proximité de cette salle et qui pourront bien évidemment bénéficier de cette salle et pourront venir à pied de préférence. En général on étudie au cas par cas en fonction des salles de sports qui sont le plus près possible des groupes scolaires pour favoriser les enfants qui sont à proximité et après s'il y a des demandes bien évidemment la direction des sports doit répondre quartier par quartier.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Je vais être plus spécifique, qu'est-ce que vous faites des élèves des écoles de Saint-Servan ? Et puis vous avez évoqué tout à l'heure Monsieur Kinié, le fait que l'IUT allait se rendre à la salle omnisports, on parle de proximité géographique, j'ai dû louper quelque chose dans la géographie locale.

M. Abel KINIÉ :

Je vous ai dit que le projet éducatif local qui est en cours de réflexion au niveau de la ville de Saint-Malo étudie tous les axes sur la fluidité et le transport des jeunes vers les salles de sports de 0 à 30 ans. Ce projet-là, c'est une commande de la ville de Saint-Malo, il est en cours d'élaboration et les parcours de l'élève seront pris en compte et la mobilité avec. C'est ce que j'ai dit, je le répète, ce projet va nous donner des trajectoires sur lesquelles on va pouvoir travailler pour accompagner les jeunes vers les salles de sport, je ne peux pas être plus clair.

M. Gilles LURTON :

J'ajoute enfin que les élèves de Saint-Servan qui, actuellement, utilisent la salle de la JA, c'est à dire les élèves des écoles de proximité, continueront de pouvoir occuper une salle dans les locaux de la JA, c'est le contrat qui a été passé entre le groupe réalité et l'association Jeanne d'Arc, et qui fait partie de l'accord global sur la réorganisation de la Jeanne d'Arc, ce sera une salle de sports plutôt douce, il n'y aura pas de salle de tennis, ni de salle de foot, il y aura une salle de gymnastique douce, de motricité un peu comme celle que nous avons à Château-Malo, mais il est bien prévu dans le cadre des accords entre le diocèse et le groupe réalité qu'il restera, sur site, une salle de sports et peut-être, mais je n'ose le dire aujourd'hui, les bureaux, le siège social de la Jeanne d'Arc, c'est encore une question parce que plus on avance, plus la Jeanne d'Arc se dit qu'elle aurait tout intérêt à avoir ses bureaux dans le cadre de l'équipement qui sera réalisé à la découverte. Tout cela est en cours de travail.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Nous attendrons les réponses sur ces points. Une autre question pour revenir au projet, brut de la salle omnisports, y a-t-il une estimation des coûts de fonctionnement de cette salle ? Est-ce qu'il y a eu une projection par rapport à ça, parce qu'il y a des coûts liés au fonctionnement de ces salles ? Est-ce qu'il y a eu une estimation de ces coûts ?

M. Gilles LURTON :

Je ne les ai pas ici comme ça, mais j'imagine qu'il y en a, comme toutes les salles de sports, il y a des frais d'électricité, il y a des frais de chauffage, il y a des frais de ménage. Oui, il y aura des frais comme il y en a à la salle du Naye, mais je n'ai pas les montants en tête ici. D'autres questions ?

Mme Sophie BEAUDOUT :

Avec des réponses j'espère. Je profite de cette salle pour évoquer donc le budget de 6 millions d'euros, si j'ai bien retenu le chiffre qui me vient de m'être donné, qui est investi, dans cette salle omnisports. Indépendamment des questions que je viens de poser, pour questionner une annonce qui avait été faite en janvier 2022 par Monsieur Kinié de la création d'un nouveau stade qui avait été confirmé en prenant exemple du complexe d'Andrézieux-Bouthéon et savoir où en est ce projet de création d'un complexe que vous aviez annoncé que nous pourrions financer à hauteur de 7 à 10 millions d'euros et questionner ce projet, ce budget et les fonds qui vont avec ?

M. Gilles LURTON :

Monsieur Kinié.

M. Abel KINIÉ :

Oui alors, comme j'ai coutume de le dire à ceux qui parlaient d'Aréna, puisque dans notre programme de mandat, on avait inscrit la construction d'une Aréna. En début de mandat, on a regardé toutes les possibilités qui existaient. C'est vrai que l'Aréna d'Andrézieux était compris entre 7 millions et 12 millions d'euros. Aujourd'hui, c'est comme tout, c'est-à-dire que la réflexion évolue, mais je l'ai déjà dit aux interlocuteurs de l'USSM ; l'économie qu'on doit faire de l'utilisation de nos sols, fait que ce projet aujourd'hui, pour l'instant, n'est pas sur le haut de la pile, même si on ne renonce pas à pouvoir créer un équipement ludique multisports d'ici quelques années. Ce projet n'est pas sur le haut de la pile, parce qu'on étudie à la consommation très parcimonieuse des sols.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup. Allez-y Madame.

Mme Sophie BEAUDOUT :

En conclusion, juste regretter, en fait, qu'autant d'argent soit mis dans un équipement qui pourrait, à mon avis, revenir moins cher à la ville pour une salle omnisports qui n'a pas particulièrement vocation à accueillir des compétitions. Et regretter cet arbitrage budgétaire où peut-être il y aurait eu des économies d'échelle à faire pour réfléchir à un autre projet qui soit à un autre endroit et qui accueille d'autres types de sports et notamment des sports extérieurs, parce que nous serions un certain nombre d'habitants malouins à trouver que ce serait judicieux que de pouvoir accueillir des compétitions sur nos terres et sur les terres de l'agglomération.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup. D'autres questions ?

M. Abel KINIÉ :

Oui, Monsieur Le Maire, juste pour donner un bilan un peu rapide de la situation de la JA. Pour répondre à Madame BEAUDOUT, on accueille plein de compétitions à Saint-Malo, pour l'instant on n'a pas été dépourvus de compétitions. Dans la Convention de garantie d'emprunt signée entre l'association et la ville au Conseil municipal du 8 août 2023, on avait prévu la mise en place d'une commission mensuelle de suivi de la situation financière de l'association, pour s'assurer de sa capacité à faire face à la gestion de cet emprunt. Une première réunion s'est tenue le 13 novembre, en présence du président de l'association, son comptable, son trésorier, le DGS de la ville de Saint-Malo, le directeur des sports et le responsable du pôle comptable de la direction des finances. Dans ce premier point, organisé tardivement, compte tenu du recrutement d'une nouvelle comptable en octobre 2023. L'association a donc présenté le 13 novembre un point depuis l'été au niveau des adhérents sur les assises 2023-2024, on devrait tourner autour de 2 600 à 2 700 adhérents au vu des inscriptions du mois de septembre dont le seuil de rentabilité de l'association est à 2 500 adhérents. En ce qui concerne la masse salariale, 2 départs en retraite, dont une dépense de 100 000 €, ont été constatées en 2022. Un nouveau départ en retraite a été effectué cet été, dont 50 000 € en 2023, 2 départs en retraite sont prévus en 2024 et donc un nouveau point financier sera fait le 20 décembre pour justement continuer à suivre la situation financière de l'association.

M. Gilles LURTON :

Est-ce que j'ai fait voter la délibération ? Non, je n'ai pas fait voter. Madame BEAUDOUT, je vous en prie, vous avez tout à fait le droit à la parole.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Je vous laisserai tranquille un peu après, rassurez-vous, je voulais juste expliquer pourquoi je m'oppose à ce projet parce que je trouve que le prix au mètre carré avant même que les travaux ne commencent et on sait bien qu'en général cela dépasse, est colossal. Qu'il aurait été possible de faire le même projet et de servir la JA correctement parce qu'elle rend un service immense aux habitants de la ville et à tous ceux qui pratiquent le sport, en mettant peut-être la salle au rez-de-chaussée d'un immeuble, donc avec des coûts structurels nettement moindres au niveau de la construction. Probablement déjà rien qu'en faisant ça on aurait pu avoir une économie et l'argent aurait pu être utilisé pour d'autres projets.

M. Gilles LURTON :

Très bien, donc vous votez contre.

Ce point n'appelle pas d'autres observations.

- - - - -

- 18 - Secteur Découverte - Suppression de servitudes de passage public

Monsieur Guillaume PERRIN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 19 - Secteur Etrier - Déclassement de parcelles du domaine public communal

Monsieur Guillaume PERRIN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 20 - Rue du Bas chemin - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de la société Batimalo

Monsieur Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 21 - Rue René Boltz - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de la SNC René Boltz (groupe Réalités)

Monsieur Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 22 - Plateau des anglais - Déclassement de parcelles du domaine public communal

Monsieur Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 23 - Convention d'objectifs pluriannuelle 2024-2026 avec l'association Société de Protection des Animaux du Pays de Saint-Malo

Madame Karine CHOUIKHA rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 24 - Zones d'accélération des énergies renouvelables (ZaEnR)

Monsieur Christophe BASTIDE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 25 - Convention de gestion des espaces de stationnement sur le domaine public portuaire - avenant n° 4

Monsieur Guillaume PERRIN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 26 - Dénomination de voies

Monsieur Guillaume PERRIN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 27 - Mise en œuvre du Forfait de Post-Stationnement - Renouvellement de la convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI)

Monsieur Guillaume PERRIN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 28 - Partenariat avec l'éco-organisme ALCOME pour la collecte des mégots dans l'espace public - Autorisation de signature d'un contrat type

Madame Pierrette TRONEL rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 29 - Aides aux manifestations sportives à l'initiative des clubs malouins - Seconde répartition des crédits 2023

Madame Caroline CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 30 - Renouvellement de la labellisation "Promeneurs du Net" du service info jeunes (SIJ)

Monsieur Abel KINIÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 31 - Règlements intérieurs des accueils périscolaires, des accueils de loisirs et de la restauration

Madame Caroline DESQUESES rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 32 - Les rythmes scolaires dans les écoles publiques années scolaires 2024/2025 - 2025/2026 - 2026/2027

Madame Caroline DESQUESES rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 33 - Exposition Lee MILLER - Mécénat

Madame Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 34 - Musée Maritime - Approbation du Projet scientifique et culturel

M. Gilles LURTON :

Nous allons donc maintenant examiner une délibération qui va nous prendre un petit peu de temps concernant le programme scientifique et culturel de notre futur musée, un programme scientifique et culturel mis à jour à l'issue d'un travail intensif et je tiens à remercier à la fois les élus qui y ont participé, mais aussi bien sûr notre conservateur et les services qui travaillent autour de notre futur musée maritime. Ce projet de musée, je dois le dire, je le qualifierai à la fois d'ambitieux et courageux. C'est un projet qui marquera pour longtemps notre ville. C'est un projet pour les 50 années qui viennent et plus je l'espère en tout cas. Il s'adressera bien sûr aux Malouines et aux Malouins, mais aussi à tous nos visiteurs, il devra parler à toutes les générations et puis plus particulièrement aux plus jeunes. Il racontera à la fois la grande histoire du passé maritime de Saint-Malo, mais également il s'ouvrira sur la mer et les océans aujourd'hui et demain. Le lieu choisi est un lieu, vous le savez maintenant, symbolique de la vie maritime de notre ville donnant sur la mer, ce lieu illustrera cette vocation de port ouvert sur le monde. Il a aussi l'ambition de dynamiser la partie nord de l'Intra-Muros. Ce lieu, il nécessitera, nous le savons, d'importants aménagements pour en faire un lieu muséal du 21^{ème} siècle. Ce lieu, ce musée, il devra être le résultat équilibré entre un projet ambitieux que nous abordons avec un réel enthousiasme et une réalisation en phase avec les possibilités financières de notre ville, tant dans son investissement que dans son

fonctionnement, sur lequel j'attache un regard tout particulier. En bref, ce projet de musée, demain il nous rendra encore un peu plus fier d'être malouins. Je vais passer la parole à Jacques Hardoin, qui suit tout particulièrement ce dossier et Isabelle Dupuy le complétera. Jacques, tu as la parole.

Monsieur Jacques Hardoin, puis Madame Isabelle DUPUY, rapportent la délibération.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup et merci pour la passion avec laquelle vous travaillez sur ce dossier. J'ouvre la discussion. Est-ce qu'il y a des observations ? Oui, Madame Le Gagne.

Mme Anne LE GAGNE :

Je vous remercie pour votre présentation. Moi je suis un petit peu émue, parce que c'est un projet que je suis aussi depuis 2017. J'ai toujours voté les décisions concernant ce projet de musée, y compris le projet de musée dessiné par l'architecte Kengo Kuma. Et bien écoutez, moi je suis très heureuse que vous soyez vous même très heureux, mais moi je suis triste. Voilà et je vous le partage. Les décisions, elles ont toujours été votées à l'unanimité, y compris par vous, Monsieur le Maire, en 2017, nous faisons partie de la même équipe à l'époque. Moi j'ai une première question concernant l'accessibilité : vous avez mis en exergue Madame Dupuy, le fait que vous parliez des porteurs de handicap, que ce musée est un musée National, International. La France compte plus de 12 millions de personnes en situation de handicap. Comment allez-vous dépasser les obstacles rencontrés pour aller justement à la rencontre de ce futur musée Intra-Muros ? Comment allez-vous effectivement fluidifier les parcours ? Monsieur Hardoin a parlé tout à l'heure d'oxygénation d'Intra-Muros, moi j'y vois plutôt une congestion pulmonaire ou une embolie pulmonaire dont on sait qu'elle peut être fatale. Comment ce musée enfermé dans ces murs, ainsi, dont on voit et moi j'y suis retournée encore récemment, les parcours avec des marches, avec des côtes assez complexes à gravir, peut être un musée synonyme d'inclusion ?

M. Gilles LURTON :

Monsieur Hardoin.

M. Jacques HARDOIN :

Oui, merci. Merci Madame, je vais essayer de répondre à votre question. Alors d'abord, notre cabinet de programmation, a travaillé sur ces questions d'accessibilité et d'inclusion sur les 4 sites qui ont été étudiés. Ce n'est pas quelque chose qu'on a découvert au dernier moment. Tous les bâtiments du futur musée seront bien entendu des bâtiments accessibles aux PMR sans aucune difficulté. Les aménagements seront faits pour ça et il n'y aura aucune difficulté pour ça. Il reste après à travailler et c'est le but de l'étude urbaine qui est initiée actuellement avec les services de Monsieur Bertiaux, sur les trajets pour accéder au musée entre la Porte Saint-Vincent et le site du musée. C'est compliqué, mais ce n'est absolument pas insurmontable et il y aura des solutions qui seront proposées pour cela. Sur l'oxygénation, pourquoi j'emploie le mot oxygénation, parce que je considère qu'aujourd'hui le flux majeur d'Intra est à 90 % ou 95 % et se déroule entre la porte de Dinan et la Porte Saint-Vincent, dans un flux discontinu. Nous, on fait le pari justement de dévier une partie de ce flux vers le nord d'Intra-Muros pour redonner à ce

nord d'Intra-Muros, une activité et une dynamique qu'il a peut-être perdu avec effectivement le départ d'un certain nombre de services publics. C'est effectivement un sujet qui fait l'objet de toute notre attention et sur lequel on va essayer d'apporter les meilleures solutions.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup. Mme Dupuy.

Mme Isabelle DUPUY :

Il n'y a pas besoin de compléter la réponse de Jacques, mais je voudrais dire qu'en fait un musée de France, c'est un musée qui est accessible aux personnes en situation de handicap, entre autres, personnes à mobilité réduite. C'est un prérequis. Ça veut dire que le cabinet...

Mme Anne LE GAGNE :

Ce n'est bien évidemment pas la question...

Mme Isabelle DUPUY :

Si Madame Le Gagne, c'est une partie de la question, Madame Le Gagne et je vais répondre.

Mme Anne LE GAGNE :

Ce n'est absolument pas ma question.

M. Gilles LURTON :

Est-ce qu'on laisse Madame Dupuy s'exprimer ?

Mme Anne LE GAGNE :

Vous pouvez répondre.

Mme Isabelle DUPUY :

Non mais j'ai compris, il y a la 2^{ème} partie...

Mme Anne LE GAGNE :

Bien évidemment, je ne suis pas suffisamment stupide pour penser qu'un musée, nouveau, qui va être porté par l'État et que vous allez porter avec toute l'attention du Maire et des Adjoints, y compris de ceux qui sont en situation de handicap ne va pas être un lieu accessible, mon propos n'est pas celui-là et vous l'avez bien compris.

Mme Isabelle DUPUY :

Pour moi, il était double, excusez-moi, si j'ai mal compris. Jacques Hardoin a répondu à cette première partie et je voulais juste revenir sur cette première partie, parce que j'avais en toute bonne foi compris ces 2 aspects. Effectivement après il y a l'étude d'intégration qui est faite, et ça n'est absolument pas insurmontable. En tout cas, c'est toujours moins insurmontable que de construire sur un terrain inconstructible.

M. Gilles LURTON :

Très bien autre question. Christophe Bastide.

M. Christophe BASTIDE :

Je souhaitais juste apporter une précision concernant la première partie de votre intervention, concernant les flux de visiteurs. En fait, il ne s'agit pas d'attirer de nouveaux visiteurs, les visiteurs sont là, nous avons des études très, très, précises sur le sujet, sur le nombre de téléphones portables Intra-Muros au mois de juillet et au mois d'août. Ce sont des chiffres très importants, il y a plusieurs millions de personnes, chaque année, qui viennent à Saint-Malo. Il s'agit juste de capter une partie de ces visiteurs et de réussir à faire venir une partie de ces visiteurs dans cet équipement culturel. Il ne s'agit pas d'amener plus de public Intra-Muros puisqu'évidemment le territoire est contraint et Intra-Muros ne fait que 27 hectares.

M. Gilles LURTON :

Très bien. Madame Le Gagne, vous avez la parole.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci beaucoup Monsieur le Maire. Le 2^{ème} aspect, sur l'aspect budgétaire. La Cour des comptes en 2020 dans son rapport mettait en avant le coût total du projet qui s'élevait 25,61 millions à l'époque 30,73 toutes taxes ; l'équipement pour l'ancien projet était financé à 25 % via des emprunts contractés par la commune à hauteur de 7,57 millions. Le projet avait été retenu par le ministère de la culture en 2015, dans le cadre du plan musée, pour intégrer le dispositif Musée de France. Il y avait 2 musées retenus à l'époque, Pont-Aven et Saint-Malo. Pont-Aven est ouvert depuis 2016, pour Saint-Malo, selon la Cour des comptes, le projet était financé à 24 % et le solde apporté par les fonds propres de la commune était de 26 %. Vous avez fait une réponse en 2020 à la Cour des comptes, lorsque vous avez pris vos fonctions et dans votre réponse, je vous cite, vous partagez l'analyse de la Cour des comptes et vous considérez que la fragilité de nos équilibres financiers, c'est in extenso, est à prendre en compte de manière très sérieuse. Vous écriviez qu'il y avait 2 projets qui retenaient votre attention sur cette fragilité, le projet des Nielles et le musée d'histoire maritime. Concernant le musée d'histoire maritime, vous mettiez en avant, je vous cite : *« Toutefois à la date du contrôle le Conseil municipal ne disposait d'aucune information quant à l'impact de cette opération sur les dépenses de fonctionnement à compter de 2022, date de la mise en œuvre du nouvel équipement. »* Vous disiez, *« je regrette qu'aucune étude d'impact n'ait été réalisée et présentée au Conseil municipal avant de prendre la décision de lancer le projet de construction du MHM et je prends l'engagement de lancer dans les prochaines semaines une étude d'impact sur les coûts de cet équipement. »* En août 2021, dans le journal « Le Monde » intitulé « À Saint-Malo, le projet du musée d'histoire maritime tombe à l'eau » et qui posait la question d'un projet qui aurait fait les frais de compte politique, vous aviez répondu : *« La raison de l'abandon est uniquement financière. La ville ne peut pas s'offrir un bâtiment à 21 millions d'euros, résultat du dernier appel d'offre, alors que le coût prévu était de 14 millions, alors à ce jour, nous avons abandonné l'ancien projet. Nous mettons en avant un coup de 4,7 millions d'euros pour la construction des réserves. »*

J'ai compris qu'il y avait 7 millions d'euros pour l'achat de l'école nationale Marine et dans le budget dont on dispose aujourd'hui, il y a 13 millions de coûts, ce jour, en plus. Ce que

je voudrais comprendre, c'est pour moi, il y a un coût non précisé d'abandon de l'ancien projet en termes de dédommagement compris de l'architecte. Aujourd'hui, moi je ne vois pas clair le projet présenté n'a pas, en tous les cas moi je ne le vois pas, de programmation ou de montage financier précis alors que c'était la seule raison à l'époque de son abandon. Quelles seront les aides précises de la région ? De l'État ? Je rappelle effectivement qu'il finançait à 24 % le coût du précédent projet. Le département et la région apportait 2,5 millions d'euros et la région, effectivement, ne nous vendait pas le terrain, mais le louait. L'impact de la TVA si le projet n'était pas retenu effectivement d'utilité publique, mais je pense que ce sont aussi des choses qui se dépassent, en tous les cas qui ont été dépassées sur d'autres projets d'envergure reconnus d'utilité publique, y compris au niveau de l'Agglomération, comme le projet Aquamalo. Pour moi, il y a une vraie préoccupation sur le coût final de ce projet, Monsieur le Maire et je suis toute à votre écoute.

M. Gilles LURTON :

Très bien Jacques, tu veux répondre à tout ça ?

M. Jacques HARDOIN :

Je peux donner un certain nombre d'informations. Dans une étude de la DRFiP et qui avait été menée au moment de l'abandon du projet, le budget avait été estimé à un coût global de 55 millions d'euros pour la ville, c'est notre chiffre de référence, c'est le chiffre qui avait été donné par les services de l'État. À partir de là, on s'attache à faire en sorte que le coût en charge finale pour la ville de Saint-Malo soit le moins élevé possible. On n'a pas encore confirmation des participations précises de l'Etat, de la Région et du Département, mais on peut dire qu'on table sur à peu près un coût estimé, espéré de 10 millions d'euros sur l'État, la Région et le Département. On recherche aussi actuellement des solutions avec des partenaires privés, des investisseurs privés, qui souhaitent participer à ce projet. On vise en tous les cas un reste à charge pour la collectivité qui soit nettement inférieur à celui qu'il était dans le précédent projet.

M. Gilles LURTON :

Madame Le GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

Monsieur le Maire. Le prochain point, c'est le point de la submersion marine. Juste pour bien comprendre, y compris par rapport aux différents articles de presse qui ont pu susciter pas mal d'émotions dans les mois, dans les jours qui ont précédé le Conseil municipal. Nous sommes bien conscients des risques concernant la ville. Dès 2008, il y avait eu des arrêtés préfectoraux très contraignants, y compris pouvant mettre à mal le projet du nouveau monde. En 2014, le préfet STRZODA avait sorti un arrêté préfectoral interdisant les parkings souterrains et pouvant remettre en cause des projets comme la nouvelle maison des associations qui verra pourtant le jour. Aujourd'hui, vous faites état d'un nouvel arrêté préfectoral, est-ce que nous pouvons en avoir connaissance ? Et effectivement le lien avec les permis de construire en suite situés sur le quai Duguay-Trouin. Le permis de construire avait été délivré en 2019, il était valable jusqu'en 2022 renouvelable deux fois un an, avec possibilité du maire de prolonger ce permis. Vous avez

décidé après l'avoir accepté de ne pas le prolonger et donc de l'abroger, aussi est-ce qu'on peut avoir connaissance de cet arrêté préfectoral qui a motivé votre décision ?

M. Gilles LURTON :

Monsieur Hardoin.

M. Jacques HARDOIN :

Oui bien sûr c'est possible de vous transmettre l'arrêté. Si on peut les projeter, j'ai 3 images à vous faire voir. Cette première image, c'est le PPRSM de 2017, on voit que les flux d'eau, donc la zone d'interdiction effleure les bâtiments qui existent toujours, puisque ce sont les bâtiments des silos et les hangars qui étaient situés à proximité des silos. Ce bâtiment qui est le long de la rue protège toute une partie du site de la submersion en dérivant les flux vers Rocabey. C'est la première image pour qu'on comprenne bien ce qu'est ce PPRSM aujourd'hui dont on parle, mais qui je rappelle, est d'ores et déjà remis en cause par l'État qui est en train de préparer un nouveau PPRSM qui devrait sortir normalement fin 2024. Deuxième image, c'est l'ancien projet tel qu'il est par rapport au PPRSM de 2017, en jaune l'ensemble du terrain et en hachuré gris, c'est l'implantation du musée qui donc peut recevoir à cette époque-là un permis de construire puisqu'il n'est pas sur une zone de restriction, il est sur une zone d'autorisation restreinte en partie et une zone d'autorisation libre en autre partie. On voit bien qu'il n'y avait pas de problème à cette époque-là pour déposer et délivrer un permis de construire sur ce bâtiment. Troisième et dernière image, c'est le PPRSM tel qu'il est modifié par le document que vous demandez, Madame, d'avril 2022. Et là, qu'est-ce qu'on voit ? On voit qu'une partie assez significative du site devient zone rouge, donc totalement interdite à la construction. C'est 30 % à peu près de la surface de l'ancien bâtiment tel qu'il était imaginé qui est interdit à la construction. On peut penser que sans vraiment faire de la prospective fiction, on peut penser qu'il ne va faire que rougir et que lorsque l'on va déposer un permis de construire fin 2025, on se retrouvera confronté avec un nouveau PPRSM et je nous vois mal avoir travaillé pendant 2 ans pour présenter un permis de construire qui ne pourrait pas être délivré parce qu'il serait sur une zone inconstructible. Donc voilà, mais très volontiers pour vous donner les documents que vous demandez Madame, il n'y a pas de problème, c'est vrai vous savez c'est un petit peu la mort dans l'âme qu'on a renoncé à ce site, parce que ce site présentait beaucoup d'avantages, mais je crois aussi en responsabilité quand on construit quelque chose qui doit durer 100 ans, il vaut mieux le construire dans un endroit où il ne risque pas d'avoir trop souvent les pieds dans l'eau.

M. Gilles LURTON :

Très bien, Madame Le Gagne vous avez la parole.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci beaucoup Monsieur le Maire. Par rapport à cette cartographie et à l'altimétrie, l'ancien Maire de Saint-Malo, Claude Renoult, a pris la parole dans la presse et a clos son propos sur le projet de modernisation de la gare maritime, projet qui est co-porté, que vous co-portez avec la Région en posant la question de l'altimétrie de cette gare maritime et donc du sujet de submersion de cette partie-là. Pourquoi ce projet aurait un permis de construire accepté, alors que le musée au niveau des silos est arrêté à cause du risque de submersion ? C'est une question. Le permis de construire est déposé, il s'agit

d'un très gros investissement de la Région Bretagne et de la mandature de la Région Bretagne en attente donc du positionnement de Saint-Malo. Le permis de construire a été déposé fin septembre il était convenu qu'il serait examiné lors d'une prochaine réunion de commission d'urbanisme qui se prononcera, mais moi, je veux connaître votre position, Monsieur le Maire.

M. Gilles LURTON :

Sur ce dossier déposé fin septembre, l'ABF a donné un avis. Cet avis conduit le Conseil régional à modifier le permis qu'il a déposé ; donc au jour d'aujourd'hui, j'attends la nouvelle proposition du Conseil régional que je soumettrai à la commission d'urbanisme qui prendra une position. Mais évidemment, je n'imagine pas que l'on adopte un projet qui ne respecte pas le PPRSM. Après, sur la qualité du projet, sur l'architecture du projet, sur tous les débats qu'il peut provoquer, nous aurons à prendre nos responsabilités et nous les prendrons. Mais je tiens à ce que la commission d'urbanisme donne avant un avis sur le projet.

Mme Anne LE GAGNE :

Ce que vous nous dites, c'est que l'altimétrie de ce projet peut obérer la réalisation du projet.

M. Gilles LURTON :

Je dis qu'actuellement je n'ai pas de projet instruit quand j'aurai un projet instruit, je vous répondrai.

Mme Anne LE GAGNE :

Et quelle est votre position, Monsieur le Maire ?

M. Gilles LURTON :

Ma position, c'est l'examen du projet, l'avis de la Commission d'urbanisme et en fonction, je me prononcerai. Comme je le fais pour tout permis de construire, jamais je ne me prononce avant d'avoir l'avis de la Commission d'urbanisme. Imaginez si la commission d'urbanisme le refuse. Il y a des commissions, c'est fait pour ça. Moi j'essaie de suivre au maximum l'avis de mon conseil municipal, je n'ai pas l'habitude de tout décider tout seul et d'avoir des avis sur tout. Au contraire, je suis très heureux d'avoir une équipe qui est capable de montrer sa compétence sur un dossier tel que le musée, comme ils l'ont déjà montré ce soir et sur beaucoup d'autres dossiers. Tous ces dossiers font l'objet de discussions entre nous. Nous avons tous nos avis là-dessus et j'en ai un, mais je tiens pour le rendre public à avoir l'avis préalable de mon conseil municipal dont vous faites partie.

Mme Anne LE GAGNE :

Tout à fait. Une question sur l'archéologie maritime, je n'en ai pas entendu parler. En tous les cas, je n'ai pas eu l'impression qu'il y a eu un gros focus de faits dessus dans la présentation.

M. Gilles LURTON :

Madame Dupuy va reprendre son intervention.

Mme Isabelle DUPUY :

L'archéologie, évidemment que ce sera dans le musée puisque j'ai parlé des épaves issues des fouilles de la Natière, par exemple, qui sont une partie importante du musée. Je vous fais cette réponse. C'est vrai que je vous remercie d'avoir une remarque, votre seule remarque sur le projet scientifique et structurel. Ça me réjouit parce qu'en fait, aujourd'hui, c'est vraiment l'étape du projet scientifique et culturel, et encore une fois, on ne peut pas parler que d'architecture et de lieux d'implantation, c'est essentiel aussi, c'est important de se projeter. Et pourquoi je me permets ça ? Parce que quand vous parlez d'archéologie, en fait, on quitte un ancien PSC qui était un musée d'histoire et d'archéologie et on se projette vers un musée d'histoire, d'archéologie et de société. C'est vrai qu'on n'a pas parlé uniquement que du volet de société, forcément en proportion on a moins parlé d'archéologie que quand il s'agissait que d'un musée d'histoire et d'archéologie. Mais évidemment, l'archéologie aura toute sa place. Voilà.

M. Gilles LURTON :

Monsieur Hardoin.

M. Jacques HARDOIN :

J'ajouterai Madame LE GAGNE ça ne vous a pas échappé qu'Arnaud SCHAUMASSE, Directeur général du DRASSM (Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines), est évidemment un membre éminent de notre comité scientifique. Il collabore activement avec Philippe SARTORI dans l'élaboration du programme culturel et scientifique dans lequel l'archéologie a toute la place qui lui revient en fonction de la qualité et de la richesse de nos collections d'archéologie. Il sera là mardi pour la première pierre du musée. Vous pourrez l'interroger sur le sujet.

M. Gilles LURTON :

Madame BEAUDOUT, après je redonne la parole à Madame LE GAGNE.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Juste m'offusquer de la manière dont Madame DUPUY répond à Madame LE GAGNE, je trouve que c'est déplacé. Nous sommes ici dans une Assemblée délibérante dans laquelle nous avons le droit de nous exprimer sur les sujets qui sont à l'ordre du jour, sans que cela prête à commentaire de votre part, de la même manière que nous nous abstenons bien de faire des commentaires sur ce que nous pensons quand...

M. Gilles LURTON :

Ça arrive quand même. Je suis désolé de vous le dire, mais je reconnais que vous avez tout à fait le droit de vous exprimer et reconnaissez que de mon côté je vous donne toute latitude à chaque fois pour vous exprimer. Madame DUPUY, a énormément travaillé sur ce...

Mme Anne LE GAGNE :

Ce n'est pas le sujet.

M. Gilles LURTON :

Ce n'est jamais le sujet, alors continuez Madame LE GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

Mais ce n'est absolument pas le sujet, je ne remets absolument pas en question le travail colossal qui a dû, qui est réalisé par Madame DUPUY, par Monsieur HARDOIN, par toutes les équipes. Par contre je n'ai pas besoin d'avoir un professeur à me remettre en place ce soir...

M. Gilles LURTON :

Oh, ça suffit.

Mme Anne LE GAGNE :

Mais c'est tout...

M. Gilles LURTON :

Bah vous voyez bien que vous passez votre temps à insulter les gens.

Mme Anne LE GAGNE :

Comment ? à insulter les gens ?

En aucun cas je n'ai insulté quelqu'un, là, ce soir.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Dans votre conseil, moi je me suis fait huer pour avoir cité SENEQUE, alors on va aller doucement quand même en parlant de respect.

M. Gilles LURTON :

Bon, allez, posez vos questions.

Mme Anne LE GAGNE :

Je n'ai jamais insulté personne Monsieur. Je vous demande de retirer ça. Je suis désolée mais je vais vous demander de retirer ça.

M. Gilles LURTON :

Je le retire et posez votre question. Vous voulez que je m'excuse aussi ?

Mme Anne LE GAGNE :

Oui, je veux bien que vous vous excusiez, merci.

M. Gilles LURTON :

Eh bien je m'excuse, voilà. Vous avez une question ?

Mme Anne LE GAGNE :

Non, j'ai un propos conclusif si c'est possible, mais vraiment, vous m'avez coupé complètement. Vous pouvez me dire beaucoup de choses, Monsieur le Maire, mais que j'ai insulté un jour quelqu'un dans cette assemblée, jamais. Que j'ai même pensé le faire, jamais.

M. Gilles LURTON :

Madame, j'ai retiré mon propos et je me suis même excusé auprès de vous.

Mme Anne LE GAGNE :

Je trouve ça absolument, extrêmement déplacé, Monsieur le Maire.

M. Gilles LURTON :

Bon très bien.

Mme Anne LE GAGNE :

De votre part, oui.

Public :

Bref !

M. Gilles LURTON :

Allez, vous avez une question.

Mme Anne LE GAGNE :

Non mais je ne sais pas qui a dit bref donc je ne sais pas qui veut prendre la parole.

Public :

Je veux bien prendre la parole.

M. Gilles LURTON :

Non, s'il vous plaît, le public n'a pas à s'exprimer en conseil municipal.

Public :

C'est dommage.

M. Gilles LURTON :

Oui mais c'est comme ça, c'est la règle.

Mme Anne LE GAGNE :

Bien vous pourrez, vous aurez toute latitude après, Madame, de vous exprimer. Je vous laisserai vous exprimer bien évidemment. Moi j'exprime effectivement le fait et je l'ai dit en préliminaire que je suis triste de l'abandon d'un projet qui avait été imaginé et que je trouvais ambitieux, d'un projet qui dialoguait avec la cité historique, qui dynamisait les activités maritimes du quai Duguay Trouin, qui amorçait aussi une mutation du port vers une plus grande ouverture au public. Pour moi, c'est l'abandon d'un projet de musée qui tissait ses liens avec les activités de la compagnie des pêches, des répliques de bateaux de corsaires que sont l'Etoile du Roy, le Renard et toute cette flotte de multicoques et de monocoques qui participent aux courses transatlantiques. C'est l'abandon d'un projet dont l'origine remonte à 1996, après la découverte d'Archéologie sous-marine de 2 épaves de frégate Corsaire à la Natière en baie de Saint-Malo. C'est l'abandon d'un projet de dimension nationale et internationale qui dès 2006 émergeait pourtant d'une volonté collective portée par l'État, la Région, le Département et la ville. Je terminerai mon propos en disant que pour moi, c'est l'abandon d'un projet qui devient désormais restreint dans ses murs et n'irrigue plus son environnement. À La Rochelle, le musée maritime intègre l'ensemble portuaire attenant avec ses nombreux bateaux classés monuments

historiques. A Douarnenez les bateaux à quai sont des composants essentiels du musée. À Portsmouth, le musée Royal Navy est indissociable des glorieux navires de guerre tels que le Victory de l'amiral Nelson. Pour moi, effectivement, c'est un projet qui manque de souffle, d'innovation. Le port est sûrement l'avenir de Saint-Malo, si la ville en profitait pour desserrer la pression sur la cité historique et promouvoir de nouveaux équipements et activités publiques. A l'heure où l'afflux touristique dans la cité historique atteint un seuil de saturation était-il bien nécessaire et cohérent d'y ajouter une nouvelle attractivité ? Merci Monsieur le Maire de m'avoir laissé terminer mon propos, même si j'étais profondément sidérée.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup. Monsieur Hardoin.

M. Jacques HARDOIN :

Juste un mot de conclusion. Je voudrais donner rendez-vous à Madame LE GAGNE en 2028 et puis on verra.

M. Gilles LURTON :

Très bien, Madame DUPUY.

Mme Isabelle DUPUY :

C'est vrai qu'un musée maritime bords à quai, c'est tout à fait intéressant, mais je ne vois pas pourquoi on considérerait qu'un musée maritime est forcément bords à quai. D'autres musées de ne le sont pas, le musée de la Marine à Paris, par exemple. D'autre part, vous parlez de tristesse, à titre personnel, j'ai éprouvé ce sentiment lorsqu'on s'est rendu compte que le site des anciens silos n'était plus constructible pour un musée avec une emprise d'envergure comme le musée maritime de Saint-Malo. Mais à quoi mène la tristesse ? Elle doit être surmontée, surtout lorsqu'on est aux affaires et qu'on doit en responsabilité se projeter vers l'avenir et donc nous la tristesse, si certains l'ont éprouvé, ça fait longtemps qu'elle a été surmontée. On est là pour ça et donc je pense que désormais on est projetés vers l'avenir et ce depuis de longs mois. Voilà.

M. Gilles LURTON :

Madame LE GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci Monsieur le Maire, je veux dire n'embarquez pas ma tristesse, Ce n'est pas que je vous demandais.

M. Gilles LURTON :

Très bien, allez, on va mettre aux voix cette délibération.

- - - - -

- 35 - Avenant n° 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la Ville de Saint-Malo et l'association Coef 180 dans le cadre du partenariat autour de la politique "Jeunesse"

Monsieur Abel KINIÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 36 - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Académie Malouine d'Arts Plastiques

Madame Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 37 - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens - Soutien à la Compagnie théâtrale La Levée

Madame Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions sur cette délibération ? Madame BEAUDOUT.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Merci Monsieur le Maire. Une simple question, combien de candidatures avez-vous reçu sur cet appel à projets ?

M. Gilles LURTON :

Madame DUPUY.

Mme Isabelle DUPUY :

C'est une très bonne question. En l'occurrence une seule candidature, mais qui correspondait à tous les critères.

M. Gilles LURTON :

Madame BEAUDOUT.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Comment expliquons-nous qu'il n'y ait qu'une seule candidature sur un appel à projet de cet ordre-là ? Est-ce qu'il y a une communication suffisante en amont ou au moment de la publication des appels à projets ?

M. Gilles LURTON :

Madame DUPUY.

Mme Sophie BEAUDOUT :

La publication, s'est faite de manière tout à fait classique. Enfin, il n'y avait pas de points d'attention à ce niveau-là, mais effectivement on peut regretter qu'il n'y ait eu qu'une seule candidature. Après quand on connaît bien l'écosystème malouins, il y a des compagnies émergentes, mais c'est vrai que de loin celle-ci réunissait tous les critères. Après je ne suis pas non plus experte à 100 % et je ne m'explique pas totalement comme vous le fait qu'il n'y ait eu qu'une seule candidature. Ce qui est sûr, c'est que nous avons identifié pour l'avenir d'autres compagnies qu'on pourrait qualifier d'émergentes et qui pourraient bénéficier à la suite de la compagnie théâtrale La levée de ce dispositif qui n'est pas, obligatoire. Ce dispositif sera maintenu s'il trouve d'autres compagnies émergentes, mais nous avons identifié que cette forme d'aide en amont était tout à fait intéressante sur notre territoire et en plus dans la logique actuelle qu'ils instaurent. Quand on partage des expériences, quand on a des échanges d'expériences avec la DRAC et mes homologues au niveau de la Bretagne, c'est ce qui est retenu pour rentrer dans des dispositifs qui favorisent réellement la pérennité de ce type de structure. On revient beaucoup des aides à la création et à la diffusion. J'espère avoir répondu à votre question.

M. Gilles LURTON :

Très bien, je vais mettre aux voix cette délibération.

- - - - -

- 38 - Convention d'objectifs et de moyens avec l'Association L'Education Familiale pour la mise en œuvre de son projet de diffusion cinématographique au cinéma Vauban La Grande Passerelle - Année 2024

Madame Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 39 - Nouvelle convention du service commun Direction Mutualisée des Ressources Numériques (DMRN)

Monsieur Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 40 - Versement d'une participation financière au Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine

Monsieur Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 41 - Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

Monsieur Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 42 - Actualisation du tableau des emplois

Monsieur Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 43 - Plan de formation 2024

Monsieur Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 44 - Fusion des établissements hospitaliers du Groupement Hospitalier Rance Emeraude à compter du 1er janvier 2024

Monsieur Jacques HARDOIN rapporte la délibération.

M. Jean-Virgile CRANCE :

Merci beaucoup Jacques. Est ce qu'il y a des remarques, des questions ? Madame LE GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci beaucoup, merci de cette présentation. La fusion n'a pas toujours été aussi simple parce qu'effectivement la fusion sous-tend derrière la récupération des dettes éventuelles des différents établissements, donc ça avait été un sujet de préoccupation il y a maintenant de cela 5 ou 6 ans. Sur le plan financier, ça reste quand même un vrai sujet quand les établissements ne sont pas tous à l'équilibre, ce qui me semble ne pas être le

cas aujourd'hui. C'est juste un point de vigilance apporté en sachant que, bien évidemment, ce projet est porté avec un appui de la commission nationale d'investissement du Ségur.

M. Jacques HARDOIN :

Oui, merci de votre question Madame Le Gagne. Je ne suis pas aussi à l'aise sur ce dossier que sur le dossier du musée, mais pour autant j'imagine et je n'oserais pas imaginer le contraire, que l'ARS qui pilote ce projet a dû traiter ce point. Auquel cas, s'il ne l'avait pas été, il faudrait le faire, mais je pense que l'ARS a dû le traiter, mais c'est tout ce que je peux vous en dire ce soir.

M. Jean-Virgile CRANCE :

Merci est ce qu'il y a d'autres questions ? Remarques ? Madame LE GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

Ce n'était pas une question, c'était juste mettre en lumière un point de vigilance sur le fait que les établissements de santé ne sont pas tous à l'équilibre et que la fusion implique de fait une mutualisation des dettes.

M. Jean-Virgile CRANCE :

Je pense que dans toute opération de fusion, de toute manière, chacun vient avec ses valises comme on dit, plus ou moins remplies et chacun aussi avec ses avantages et ses inconvénients. On peut se réjouir en tout cas de cette phase préalable aussi au projet de restructuration et de développement de l'offre hospitalière sur le territoire. Merci. Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Je n'en vois pas donc je mets au vote.

- - - - -

- 45 - Rapport annuel 2022 de la commission communale pour l'accessibilité

Madame Sophie LEPRIZÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 46 - Révision des tarifs du crématorium pour l'année 2024

Madame Florence ABADIE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 47 - Avis du Conseil Municipal sur la dérogation à la règle du repos dominical

Madame Florence ABADIE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La séance est levée à 23h30.

RAPPORT DES OBSERVATIONS

Procès-Verbal

du Conseil Municipal
de la Ville de Saint-Malo

Mme BEAUDOUT souhaite apporter une modification à la page 32 du procès-verbal relative à la question n° 37 « Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens - Soutien à la Compagnie théâtrale La Levée »: remplacer le nom de Madame BEAUDOUT par celui de Madame DUPUY qui a apporté la réponse à la question posée.

Extrait à modifier :

Mme Sophie BEAUDOUT :

Comment expliquons-nous qu'il n'y ait qu'une seule candidature sur un appel à projet de cet ordre-là ? Est-ce qu'il y a une communication suffisante en amont ou au moment de la publication des appels à projets ?

M. Gilles LURTON :

Madame DUPUY.

Mme ~~Sophie BEAUDOUT~~ Isabelle DUPUY:

La publication, s'est faite de manière tout à fait classique. Enfin, il n'y avait pas de points d'attention à ce niveau-là, mais effectivement on peut regretter qu'il n'y ait eu qu'une seule candidature (...).

Le 15 février 2024

PROCES-VERBAL

**du Conseil Municipal
de la Ville de Saint-Malo**

Séance Publique du 14 décembre 2023 tenue à l'Hôtel de Ville à 18h30, en vertu des articles L 2121- 7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 43

Nombre de Conseillers effectivement présents : 31

Nombre de pouvoirs : 10

Quorum : 22

Date de transmission de la convocation, de l'ordre du jour et des exposés des rapports aux Conseillers Municipaux : 08 décembre 2023

Date d'affichage de la convocation : 08 décembre 2023

Date de publication de la séance : 15 décembre 2023

Le Président de séance, M. Gilles LURTON, rappelle que le Procès-verbal de la Séance du 14 décembre 2023, ainsi que l'annexe récapitulative des observations éventuelles, complétée le cas échéant par les observations orales formulées ce jour en séance ont été adressés à tous les Membres du Conseil Municipal.

M. Gilles LURTON soumet alors le procès-verbal à l'approbation de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

Le Président de séance
Gille LURTON



Le(s) Secrétaire(s)
Anna KHELIF-JOURNE

